L'Anarcho-Syndicaliste n°53
mai 1984
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes

35 HEURES SANS PERTE DE SALAIRE...

"A partir du 1er Mai, nous ne travaillerons plus que 8 heures par jour"

Au fronton des Bourses du Travail , les ouvriers de la première C.G.T. annonçaient l'offensive du début du siècle qui devait aboutir à une victoire remportée de hautes luttes. D'abord diversifiée, elle finit par s'inscrire dans le code du travail, notamment après les grèves de 36, sous la forme de la semaine de 40 heures.

Un demi-siècle plus tard, ce qu'un gouvernement socialiste avait cédé sous la pression de l'action directe, un autre gouvernement, néo-socialiste, se propose de le reprendre aux travailleurs en leur imposant une restriction du travail assortie cette fois d'une restriction des salaires.

Il parait que les temps ont changé: *"c'est la crise"* disent les hommes d'Etat, estimant son degré de fatalité en fonction des responsabilités qu'ils assument. La crise n'est ni plus ni moins fatale que le capitalisme qui la porte. Pour lors, elle est là, elle se définit en deux mots: mévente et chômage.

Cette situation internationale se complique en France d'une politique de restriction de la consommation intérieure par diminution du pouvoir d'achat, sous prétexte d'économiser les devises nécessaires à l'achat des matières premières étrangères. En réalité, chaque capitalisme national cherche à comprimer les salaires pour établir des prix de revient plus compétitifs. Mais chaque Etat encourageant cette même pratique, le marché extérieur ne se débloque guère et, franchi un certain seuil , "l'austérité" n'a pour effet tangible que l'aggravation de la mévente intérieure. Le *"sureffectif"* qui en résulte pour les entreprises compromet davantage leurs capacités de compétition et de modernisation. On envisage alors de nouveaux licenciements. Sans parler des inconvénients politiques qu'il engendre, le chômage n'est pas gratuit. La part payée par les patrons aux ASSEDIC, bien que réduite au minimum, alourdit les prix de revient, la part payée par les salariés rogne leur pouvoir d'achat et la crise fait boule de neige... une véritable histoire de gribouille.

Alors on a inventé le *"partage du travail"* auquel faisait allusion Mitterrand dans sa déclaration à Liberation. Il s'agit de répartir la misère entre travailleurs. Sous menace de chômage, on diminue le temps de travail et la masse salariale correspondante. Le personnel se partage la peau de chagrin. Et le grand capital, qui accroît son profit, peut, à l'occasion réduire ses prix de vente à l'étranger et se mieux placer en position de concurrence... à condition que le patronat français détienne l'exclusivité de cette idée géniale et de sa mise en pratique grâce à Dieu et à la C.F.D.T. qui revendique à cor et à cri la réduction du temps de travail sans compensation intégrale des salaires.

A contre-courant de ces principes communautaires, 250.000 métallurgistes allemands du Wurtemberg se sont prononcés à 80% pour la grève en vue d'obtenir la semaine de 35 heures sans réduction de salaires. La Région de Francfort se prépare à faire de même. Leurs syndicats réformistes I.G.M. vont devoir affronter le déchaînement du patronat et du gouvernement allemand qui brandissent les perspectives dramatiques d'une augmentation des prix de revient. Il va sans dire que cet argument prendrait du poids si, à l'instar de la C.F.D.T., les syndicats des pays voisins militaient dans le même temps pour les 35 heures avec réduction de salaire.

Heureusement, les syndicats réformistes européens, dont F.O. pour la France, se sont depuis des années prononcés pour le mot d'ordre qui mobilise les métallos allemands. Si la même revendication aboutit aux mêmes effets dans les différents pays, les conditions de la concurrence restent égales et l'argument patronal tombe. L'amélioration qui en découlerait sur le marché du travail allégerait d'autant les charges des entreprises et les prélèvements sur les salaires.

Certes, cette action d'envergure engagée par les syndicats allemands comporte des risques de dérapage. Les patrons essayeront de la disloquer. Les compromis qui pourraient se réaliser sur le temps de travail n'hypothéqueraient pas l'avenir. Par contre, ceux qui mettraient en cause les salaires engageraient les syndicats dans l'engrenage de la politique de *"partage"* préconisée par les gouvernements.

Les anarcho-syndicalistes ne proposent pas de solution dans le cadre du système. Mais les actions qui stipulent, comme point de départ, le maintien des acquis des travailleurs développent une dynamique dans laquelle se soude la classe ouvrière. L'hypothèse d'un miracle français réalisé par l'exportation fabuleuse d'on ne sait quelle industrie de pointe, fondé sur le paupérisme et la négation des intérêts de classes, suppose au contraire l'aliénation des organisations ouvrières.

Pour l'heure, face aux propositions de Mitterrand et de la C.F.D.T., l'action entreprise par les métallos allemands ouvre, d'une certaine manière, la voie à la pratique de l'internationalisme prolétarien qui embrasa le début du siècle et que le monde ouvrier, du Japon aux U.S.A., commémore le 1er mai.

Serge MAHÉ.

F.O. DEMANDE À LA C.E.S. DE SOUTENIR ACTIVEMENT L'ACTION DES MÉTALLURGISTES ALLEMANDS:

Le Bureau Confédéral de Force Ouvrière, réuni le 14 mai 1984, a décidé de demander à la Confédération Européenne des Syndicats de prendre toute initiative pour soutenir l'action des métallurgistes allemands en faveur des 35 heures hebdomadaires sans perte de salaire.

AU NOM DU GOUVERNEMENT LE 25 AVRIL...

"Le gouvernement comprend et partage l'émotion et les préoccupations de ceux qui s'expriment aujourd'hui".
(Mauroy, Conseil des Ministres du 25avril)

Le succès des manifestations éclatées du 25 avril a été controversé: rien de décisif, c'est le moins qu'on puisse dire. L'essentiel n'est pas là, mais dans leur signification qui fut plus claire encore que lors des manifestations du mois de novembre.

Le thème développé par le CNAL: *"transformation, rénovation et unification du système éducatif dans un "grand Service public"* a permis cette fois l'adhésion de la C.F.D.T. ainsi justifiée dans la déclaration de son bureau national: *"Le CNAL a pris la décision d'appeler le 25 avril à la manifestation pour laquelle il sollicite le soutien de la CFDT. Le BN de la CFDT a pris connaissance des objectifs et modalités de cette action".*

La C.F.D.T. entend: *"...développe. son intervention dans deux directions: l'amélioration du projet de loi et la mise en oeuvre par le gouvernement de la transformation du sysème éducatif reposant sur une conception dynamique, et pluraliste de la laïcité. C'est sur ces bases qu'une délégation confédérale participera à la manifestation organisée, à Paris le 25 avril. Les UD sont invitées par le Bureau national à participer aux initiatives des comités départementaux d'action laïque sur les mêmes bases et dans la mesure où celles-ci seront clairement établies".*

Et le B.N. de la C.F.D.T. développe: *"...L'échec scoLaire. la fatigue et l'ennui des élèves, l'aspiration des parents à être associés aux choix d'orientation de leurs enfants, les demandes d'ouverture de l'école sur la vie, l'évolution des besoins de formation face aux mutations industrielles et technologiques sont autant de problèmes qui interpellent le système éducatif. Les solutions appropriées supposent une redéfinition des finalités de la formation initiale et de son organisation, la construction de nouveaux rapports entre l'institution*

scolaire, ses membres, ses usagers et leur environnement. Pour la CFDT, elles passent par la décentralisation des lieux de décision et de gestion des personnels, par l'autonomie, des établissernents dans l'élaboration concertée de leur projet éducatif, par une approche dynamique et pluraliste de la laïcité".

Il s'agit, on le voit, de tout autre chose que d'une condamnation des intentions gouvernementales. Bien sûr, on n'est pas des godillots, on peut s'interroger avec Marchais pour savoir si les fonds publics versés aux écoles privées ne doivent pas provenir dans certains cas, de l'Etat plutôt que des collectivités locales, on peut trouver bizarre avec le SNUDEP-FEN que la titularisation volontaire des enseignants privés soit confiée à la future majorité parlementaire dans six ans, on peut encore avec Bouchareissas regretter *"des insuffisances malgré des avancées"*... Il reste que le 25 avril, a été clairement défini comme une approbation globale de l'accord entre l'épiscopat et le gouvernement, concordat qui implique la destruction, la *"transformation"* de l'*Ecole Laïque* édifiée en 1882.

C'est ce qu'en son langage, Andrieu de la F.C.P.E. appelait à Quimper: *"la voie d'une nouvelle catholicité encourageant dès l'enfance le pari du dialogue, de la rencontre et de l'échange, dans l'espace de liberté de l'école publique, entre ceux qui croient au Ciel et ceux, qui n'y croient pas ou pas encore".*

C'est ce que précisait la section socialiste de J.M. Ayrault dans *l'Unité* de St-Herblain: *"cette action doit être positive pour montrer au gouvernement qu'il n'est pas seul en face de la droite".*

C'est ce que J. Poperen, n°2 du P.S., exprimait en définissant le manifestation du C.N.A.L. comme *"une contre-pression du peuple de gauche... à qui le 25 avril peut rendre une dynamique",* manifestation qui avait pour but: *"de ne pas laisser le gouvernement nu face à la formidable pression de la droite".*

Les Cercles de Défense laïque de Loire-Atlantique expliquent dans la déclaration ci-dessous pourquoi ils ont refusé, pour leur part, d'apporter leur caleçon à Savary nu devant Chirac.

"Les Cercles de DEFENSE LAÏQUE de LOIRE-ATLANTIQUE se sont réunis le 10 avril et ont examiné les mots d'ordre et les conditions d'organisation des manifestations annoncées par le CNAL pour le 25 avril.

L'appel du CNAL ne condamne aucunement la politique scolaire du gouvernement , pas plus qu'il n'entend faire échec aux projets anti-laïques du Ministre SAVARY. Au contraire, il cherche à utiliser l'émotion et la colère des laïques dans le cadre d'un marchandage avec la hiérarchie catholique.

Tel est l'aboutissement - les laïques peuvent en faire l'amer constat - du mot d'ordre de "grand service unifié et pluraliste" m: un CONCORDAT.

Ce concordat légaliserait les privilèges de l'Eglise Catholique et consacrerait l'entreprise de destruction de l'école laïque remplacée par une mosaïque de "communautés éducatives" où les enseigants et les pa-rents seraient sous la tutelle de "conseil de gestion tripartite" de toute sorte. C'en serait fini du droit égal pour tous à l'instruction.

Une telle "transformation" ou "rénovation" du service public d'enseignement - qui sont les mots d'ordre du CNAL pour le 25 avril - ne peuvent que satisfaire ceux qui entendent depuis longtemps, substituer "l'éducation" à l'instruction et la "fondation" des consciences à la liberté de conscience.

C'est là le sens de la participation enthousiaste de la CFDT aux manifestations du 25 avril.

D'ailleurs, l'appel à manifester des partis politiques gouvernementaux qui soutiennent SAVARY confirme pleinement le caractère mystificateur du 25 avril.

EN CONSEQUENCE, LES C.D.L. DE LOIRE-ATLANTIQUE ONT DECIDE DE NE PAS PARTICIPER A LA MANIFESTATION DU 25 AVRIL.

Les Cercles de Défense Laïque estiment qu'un certain nombre de dispositions contenues dans le projet de Loi SAVARY sont anticonstitutionnelles.

Face à cette attaque sans précédent contre la Laïcité de l'Ecole et de l'Etat, contre le droit des enfants à l'instruction, contre le droit des parents à assumer totalement la responsabilité de l'éducation de leurs enfants, contre le statut de la Fonction Publique et contre la qualité de l'enseignement public,

Les cercles de Défense Laïque condamnent ceux qui, exerçant des responsabilités dans des organisations qui furent laïques, apportent leur soutien à cette entreprise de mystification.

Les Cercles de Défense laïque de LOIRE ATLANTIQUE saluent les laïques, où qu'ils soient, qui s'engagent dans la voie de la résistance à l'imposture.

Ils saluent les enseignants qui, refusant d'être assujettis à un projet éducatif et soumis à l'autorité de groupes de pression, entendent exercer librement leur fonction au service de l'instruction des enfants.

Ils saluent les parents qui n'entendent pas déléguer à quiconque, et surtout ni à l'Eglise ni à l'Etat, leurs propres responsabilités en matière d'éducation de leurs enfants, mais qui exigent, en revanche, que des moyens suffisants soient mis à la disposition des établissements d'enseignement public afin d'offrir aux élèves

des conditions satisfaisantes d'accès à l'acquisition des connaissances.

Les Cercles de Défense Laïque de LOIRE ATLANTIQUE les invitent tous à s'organiser:

- en vue de faire échec aux projets du Président de la République,

- pour imposer la survie et le développement de l'Ecole Publique,

- pour exiger le respect des lois fondamentales de la République CE SONT LES FONDEMENTS DE LA REPUBLIQUE QUI SONT MENACES.

Les Cercles de Défense Laïque de Loire-Atlantique lancent un appel solennel à tous les Laïques: ORGANISEZ-VOUS, ADHEREZ A LA FEDERATION DES CERCLES DE DEFENSE LAÏQUE.

LES AVANCÉES DE L A GAUCHE...

"La France est en train de gagner son contrat le plus difficile: briser l'indexation des salaires sur les prix...".

(R.Pelletier, rapporteur au Conseil Economique et Social de la C.E.,
conseiller d'Y. Gattaz, ancien responsable des questions internationales au C.N.P.F.)

MONTAND OU COMMENT UN SALTIMBANQUE NAÏF ET SYMPA PEUT SE TRANSFORMER EN CON DANGEREUX...

Du beau travail ce show économique de Michel Albert sur Antenne 2 le 22 février. Le boulot de professionnels a plus de gueule que les bafouillages prétentieux d'amateurs en mal de créativité, même quand c'est pour présenter des tartes à la crème réchauffées.

Du surfilé dans le superficiel! Le triomphe de l'art pour l'art! La classe!

Pendant une heure et quart on nous démontre par tous les bouts la faillite du capitalisme et, dans le dernier quart d'heure, on nous propose de s'en sortir sans sortir du capitalisme. Montand a-t-il bien pigé ce qu'on lui faisait raconter?

La litanie mise au point et diffusée par le *"patronat éclairé"*, principalement par *Entreprise et progrès,* cela fait des années qu'on la connaît quand on s'efforce de se tenir au courant. Ces bons apôtres n'ont strictement rien inventé: ils se contentent d'utiliser les gadgets au goût du jour, y compris le maquillage punk, pour faire un lifting, un de plus, à la vieille idée d'harmonie des classes sociales travaillant pour le *"bien commun"* - les exploiteurs *"justes"* et les exploités heureux - peaufinée par l'Eglise dans sa doctrine sociale.

Le *"partage du travail"*; tous les clichés de ce *"toujours plus"* qui permet à monsieur de Closets d'engranger toujours plus de droits d'auteur; la gestion par chacun de son auto-exploitation; le travail à temps partiel, etc... Au fait, si vous travaillez à temps partiel toute votre vie, en régime capitaliste, votre retraite aussi sera... à temps partiel!

Certes, cela devient fastidieux de rallumer jour après jour les mêmes contre-feux; mais il faut bien le faire puisque nos ennemis de classe, jour après jour, rallument les mêmes feux.

Et ils le font intelligemment. Elle est en effet excellente la séquence démontrant la stupidité du renvoi des travailleurs immigrés dans leurs douars d'origine. Mais il ne suffit pas d'enrober d'anti-racisme et d'anti-xénophobie les idées sociales les plus réactionnaires pour nous les faire avaler.

Le non-dit est lui aussi remarquable. On insiste sur l'augmentation du coût de l'énergie liée au coût du pétrole. Il existe des sources d'énergie qui, sans être bon marché, sont nettement moins chères que le pétrole: black-out!

Et dans la société que décrit Michel Albert par Yves Montand interposé, il n'existe apparemment pas de syndicats ouvriers. Serait-ce un espoir inconscient - ou consciemment caché - de ces beaux parleurs réformateurs?

Quant à la lutte des classes et à la critique fondamentale de l'Etat, il faut être un anarchiste demeuré - et certainement *"conservateur"* - pour imaginer qu'il aurait pu en être question.

En revanche on nous présente implicitement comme une crise de surproduction ce qui est, comme d'habitude, une crise de sous-consommation. Et alors qu'une grande partie de l'humanité manque de l'essentiel (nourriture, énergie, produits manufacturés, etc...) on nous propose, comme activité permettant de sortir de la crise, la mise en boites audio-visuelles du folklore vendéen par un énarque à états d'âme! Mais on ne nous dit pas si, dans les studios d'*Antenne 2,* des chômeurs ont été engagés pour récupérer les coups de pied au cul qui se perdent.

Il ne manquait plus que l'approbation d'Edmond Maire. Nous y avons eu droit dans *Le Matin de Paris* du 23 février. Avec tout l'habillage du vocabulaire savamment mis au point dans les officines néo-cléricales, jésuites, dominicains, groupe *Reconstruction,* équipes d'Ivan Illich, etc...: *"société duale", "nouvelle pauvreté", "société éclatée", "croissance productiviste", "technologies qui ne sont pas neutres",* etc...

Soyons justes, Edmond Maire critique tout de même le caractère schématique, parfois caricatural, de l'émission et désapprouve l'affirmation de Montand: *"L'idéologie, c'est de la blague!"*. C'est qu'il tient à la sienne d'idéologie... qui n'est pas tellement éloignée de celle de Michel Albert. Elles sont même quasiment jumelles. En effet Michel Albert appartient à la mouvance de *Témoignage chrétien* dont il a récemment signé une pétition soutenant l'essentiel des propositions Savary relatives à l'école publique... qui, elles-mêmes, sont très proches des propositions de la CFDT.

Comme quoi c'est bougrement vrai que tout se tient!

Quelques semaines auparavant, toujours sur *Antenne 2,* Montand nous avait pourtant offert une description magnifique, vue de l'intérieur, de ce qu'est vraiment un *"compagnon de route".* Mais le show-bizz et la réflexion politique ne semblent pas faire bon ménage dans sa tête: après avoir été floué par les staliniens il se met au service des cléricaux modernistes.

Telles ces vieilles maquerelles qui, après avoir passé leur vie à astiquer les godemichets, redorent sur le tard leur vertu en faisant reluire les godasses des cardinaux.

Marc PRÉVÔTEL.

LE PREFET C. F. D. T.

La promotion de Chérèque au grade de Préfet en aura scandalisé plus d'un. Il est vrai que sa mutation a été plus expéditive que celle d'anciens responsables C.F.D.T. comme Bérégovoy et Delors, ... nécessités de la crise obligent.

Les médias nous dépeignent le nouveau promu comme *"un homme de terrain plutôt que de réflexion", "moins conceptuel qu'E..Maire"*... Il n'en fallait pas plus pour inquiéter quelques esprits frileux qui en sont restés au temps de la formation initiale, de la compétence et de l'école élitiste de J. Ferry. Ceux-là tiennent apparemment pour négligeable que Chérèque soit sorti deuxième du stage de formation à la gestion capitaliste représenté par la C.F.D.T.; la tradition voulant que le premier y reste pour dénoncer périodiquement la crise du syndicalisme en France.

A l'opposé, des mystiques accrochent d'ultimes espérances aux atouts du nouveau Préfet de Nancy: il est lorrain, bien que natif de Dijon, il porte de larges moustaches, il est gros, il sait parler vulgairement...

Quant aux ouvriers de Lorraine et d'ailleurs, sans illusions sur les solutions du super-préfet inscrites dans la politique d'un gouvernement de faillite, ils considéreront sans doute que le transfert de Chérèque n'ajoute pas à leurs malheurs, au contraire: il vaut mieux être mal gouvernés que mal défendus.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE
Organe de l'Union des Anarcho-Syndicalistes
N° commission paritaire: 63 485. Nouvelle série.
Prix le numéro: 3,00fr. Abonnement 10 numéros: 30,00fr.. Abonnement de soutien: 60fr.00.
C.C.P. HOCHARD Sylviane n° 4092 48 U NANTES
CORRESPONDANCE: L'Anarcho-syndicaliste, BP132, 44802 St-HERBLAIN Cedex -
Le Gérant: A. HEBERT
Imprimerie spéciale - NANTES